

## La CGT et Gilles Carrez d'accord !

**D**ans son récent rapport à l'Assemblée Nationale\* et plus précisément dans son annexe 23, le rapporteur général de la commission des finances pointait certains dysfonctionnements de notre belle administration avec lesquels la Cigogne est pleinement d'accord.

Sur la politique du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux ce dernier précise que la DRFIP se surpasse encore dans l'application de la règle. Il est précisé en outre que depuis 2006 la DGFIP a perdu 20% de ses cadres C (-11953 ETP) et a créé parallèlement 47% de poste A+ (+901 ETP).

Et tout ça pour un impact financier nul.

Alors, chers collègues, qui avez naïvement cru que les emplois de fantassins sacrifiés servent au remboursement de la dette de notre grand et fier pays, eh bien, vous vous êtes grossièrement trompés. Vos emplois perdus servent à financer l'armée mexicaine en formation dans nos directions (voir déclaration au CTP en page 2).

A hurler cette hyper concentration, cet empilage d'échelons hiérarchiques où on se demande de plus en plus qui fait quoi ?

Remarquez, le rapporteur a bien une idée pour leur trouver une saine occupation. Lorsqu'il se dit préoccupé par les conditions de travail à la DGFIP, du climat interne et des risques de dérive vers un syndrome France Télécom, à quoi fait-il allusion au juste ?

Serait-ce à cette hiérarchie pléthorique encline, à force d'oisiveté, à certaines dérives managériales ?

Connaîtrait-il si bien les turpitudes de l'âme humaine ?

La Cigogne le dit depuis des années, et l'époque héroïque dans laquelle nous entrons va le démontrer à la piétaille qui survit encore.

Plus vous empilez de hiérarchie plus vous entrez dans un système courtisan fonctionnant sur le plaisir et le secret.

Plus, aussi, vous aurez des décisions prises, non pas pour améliorer les choses, mais pour conforter et surtout flatter l'échelon hiérarchique directement supérieur.

L'actualité récente à la DRFIP 67 ne manque pas d'exemples d'applications généralisées en catastrophe sans tenir compte du sous dimensionnement des réseaux ou des serveurs, ou encore de travaux pas vraiment finis par manque de crédits.

Nous ne parlons pas ici des gros chantiers qui devront se réaliser en un coup de baguette magique.....

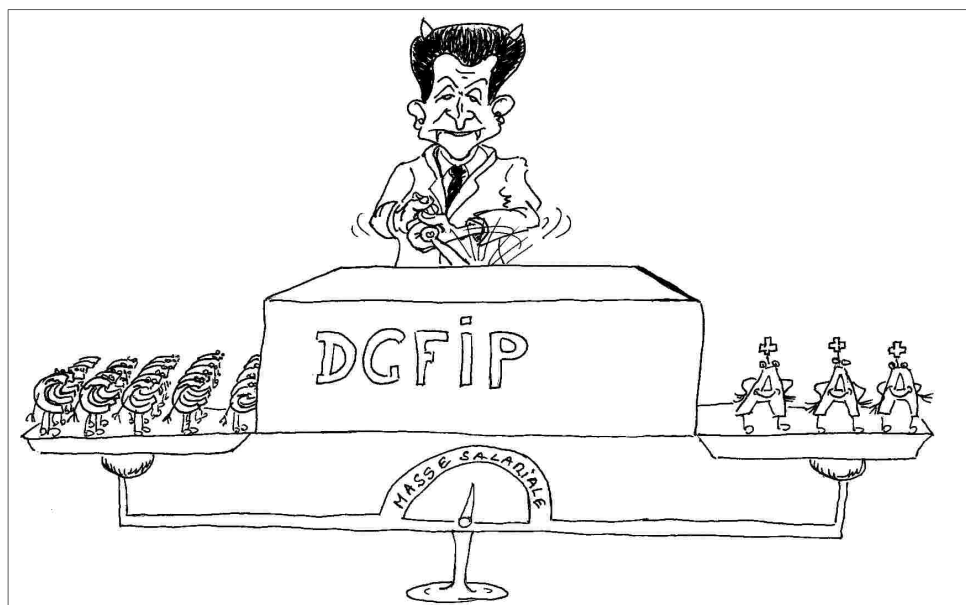
« Chef, oui, chef, on va y arriver »

« Plus fort, je ne vous entends pas, bande de ..... (censuré) »

« CHEF, OUI CHEF, ON VA Y ARRIVER »

On vous le disait, l'époque va être héroïque !

\*<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/doc/b2857-tiii-a23.pdf>



## Déclaration au Comité technique paritaire du 13 janvier 2010

**Monsieur le Président,**

Les représentants de la CGT ne siègeront pas au Comité Technique Paritaire sur la gestion des emplois dans le département du Bas-Rhin.

Le couperet annuel vient de tomber : 25 suppressions dans la filière fiscale, 20 dans la filière gestion publique pour 2011.

Vous nous direz que ça n'a rien de nouveau, que tous les ans a lieu ce petit exercice qui consiste à trouver dans les services les emplois qui matérialiseront le dogme gouvernemental du « non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 ».

Vous nous direz que tout ceci est fait avec des outils appropriés (« fléchage », « ratio charges/emplois », « requalifications », « ORE ») sauf que ces outils ne sont mis en place que pour servir le dogme et ne correspondent en rien à la réalité des charges des services. Ils sont l'Arbitraire dans tout son cynisme.

Vous nous direz qu'il faut évoluer, aller de l'avant, se remonter les manches, que nous sommes une grande administration qui doit et est en train de se restructurer. Tout ça on le sait. Il paraît même que c'est pour le bien des usagers qui n'auront d'ailleurs bientôt plus qu'un seul site pour toute la ville de Strasbourg où se rendre pour régler leurs problèmes fiscaux ! Nous vous recommandons de prévoir un service d'ordre approprié pour gérer la file d'attente sur le trottoir du 35 avenue des Vosges !

Mais voilà, c'en est assez !

« Non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 ».

Il faut que vous sachiez ce que cette phrase abstraite implique dans les conditions de travail des agents. Les agents en ont assez des poncifs assénés de toutes parts. Ce qu'ils vivent au quotidien c'est le mal être des services, le stress, le découragement, la perte de repères et de sens, la masse des tâches assignées et le manque de temps pour les effectuer, avec des conséquences bien connues sur leur santé.

Les personnels en ont assez, ils paient le prix fort de ces choix et de leur application.

Depuis des décennies c'est la même rengaine. On supprime des C en masse, dont une petite partie finance des créations de B et par ricochet de A. En attendant c'est encore 45 emplois nets qui disparaissent cette année.

Jamais, par contre, il n'a été question de toucher à l'encadrement.

Bien au contraire on crée du A+, du A++ et du A+++ à tour de bras.

Diabole, que ces gens doivent être utiles et productifs !

Prenez garde, bientôt tous ces fiers cadres de la brillante Administration des Finances Publiques n'auront plus assez d'agents à encadrer à leur disposition.

Sachez, Monsieur le Président, que les élus de la CGT reviendront à la table du CTPD emplois le jour où l'encadrement participera à l'effort collectif en supprimant des emplois dans l'encadrement supérieur à commencer par les postes de directeurs.

Ce jour là nous voterons pour le projet, de la même manière que vous proposez et votez sans état d'âme apparent les suppressions de cadres C, B et A de base depuis des années.

Aujourd'hui nous vous le disons, il serait illusoire de croire que tout continuera à bien se passer, que tout sera fait parfaitement dans les règles de l'art. Les indicateurs sur lesquels vous vous basez pour votre management ne reflètent pas la réalité de l'état des services. Ils ne reflètent que l'image que vous vous sentez obligé de renvoyer en haut lieu, l'image qui est de nature à flatter et à plaire au « prince ».

Aujourd'hui nous vous le disons, les agents ne se laisseront plus très longtemps plumer, pressurer, balloter, exploiter sans vergogne et votre réveil n'en sera que plus dur.

**Une fois de plus nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'ouverture d'un véritable débat en partant d'un bilan réel des charges et des besoins afin d'implanter les emplois nécessaires pour remplir pleinement l'ensemble de nos missions.**

**S**ans doute dans un moment de lucidité, le DRFIP du Bas-Rhin a dû se souvenir que le futur Centre des Finances Publiques de Strasbourg au 35, avenue des Vosges, allait quand même être utilisé par des agents (ceux qui font le boulot), et que sous peine d'être accusé de despotisme, il serait souhaitable d'associer les futurs utilisateurs au projet de mise en place du futur et incontournable lieu unique d'accueil fiscal de STRASBOURG.

C'est ainsi que quatre réunions ont été récemment organisées dans les locaux de la direction, sur deux jours à l'intention des agents des actuels SIE et CDI de Strasbourg EST, OUEST et NEUDORF, ainsi que de la Trésorerie de STRASBOURG-KLEBER.

Là, un jeune et charmant architecte de la DPAEP, très motivé, en la personne de M. PRAITANO s'est efforcé de présenter à l'aide d'un «power-point» et des plans, de façon idyllique, le projet arrêté par l'administration en l'absence de concertation. Certes, les agents ont pu s'exprimer, poser des questions et donner leur avis quant au projet, mais les appels d'offre étant sur le point d'être lancés, il n'était pas envisageable d'amender le dossier, «No comment» ! Les agents se sont prêtés de bonne grâce à l'exercice, mais ont bien vite du déchanter, car ils ont rapidement compris que le brave jeune homme ne connaissait rien des services, ou pas grand chose, et qu'il avait tout simplement répondu sans état d'âme, à l'aveuglette, au cahier des charges qui lui avait été confié.

### \* Les implantations de services :

**O**n constate d'emblée des énormités, telles, l'implantation de la future FI Élargie en plein milieu des SIE au second niveau de l'immeuble, des services tels que le Pôle Enregistrement déchirés entre le RDC et le 2<sup>e</sup> étage, d'autres ont carrément disparu, l'intéressé avouera en ignorer l'existence. Les agents des IFU seront parqués sur d'immenses plateaux (9 personnes dans certains cas), bonjour la confidentialité, imaginez trois conversations téléphoniques simultanées... ! Pour sa défense (car l'auditoire n'a pas manqué de faire savoir qu'il n'a à aucun moment été consulté, alors qu'il est finalement le mieux placé) l'architecte affirmera avoir travaillé sur un canevas présenté par un groupe de travail formé jadis de chefs de services de «Vosges» et de «Kléber». Or, seul un contrôleur de l'accueil du 35 a été associé aux travaux du groupe, ce que le représentant de la hiérarchie présent se hâtera de rappeler haut et fort ! S'agissant du futur accueil de l'immeuble, certes des locaux de 840 m<sup>2</sup> aménagés pour une enveloppe de 900.000 € paraissent alléchants, mais c'est le moins lorsque l'on pense au millier de personnes, en certaines périodes aux plusieurs milliers qui journellement se déplaceront avenue des Vosges, venant du fin fond de la Meinau ou de Neuhof ! Il semble bien que l'entrée du bâtiment resterait à l'identique, avec sa porte, son escalier escarpé, et son élévateur pour handicapés d'une extrême fragilité, cela pro-

met de beaux embouteillages certains jours. Quid de la sécurité ?

A propos du 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble curieusement appelé à rester vacant, M. PRAITANO précise sans rire, qu'il est insalubre, mal isolé etc., tout cela pour justifier le confinement de l'ensemble des services sur deux niveaux. Les fameux 12m<sup>2</sup> par agent, archives comprises ! Tiens oui, au fait où va-t-on entreposer ces archives ? Réponse : dans des placards installés dans les couloirs. Quid de la sécurité et la circulation dans les couloirs ? Tout cela prête à sourire. Ainsi M. SOU Chef des Services Comptables, ancien n° 2 de la DGI aurait durant des années été logé dans des locaux insalubres ? Tout comme le PRS à l'heure actuelle que l'on n'entend pourtant pas gémir, itou pour la cellule CSP de SCHILTIGHEIM, idem pour le 2<sup>e</sup> secteur du CDI de Strg OUEST, ne parlons pas de nos pauvres collègues du SNUI ! On ne va pas faire gober aux agents que tout un niveau du grand bâtiment sera laissé à l'abandon. Quand va-t-on enfin arrêter de prendre nos collègues pour des truffes ? Affaire à suivre !

### \* Le calendrier des travaux :

**I**l n'est un secret pour personne que la date butoir de mise en place du Centre des Finances Publiques de Strasbourg a été arrêtée en haut lieu au 1<sup>er</sup> juillet 2011. Notre jeune architecte, toujours sérieux comme un pape prévoit un début des travaux d'aménagement de la zone accueil pour mars, avec une interruption durant la campagne IR, de mi-mai à mi-juin, (on respire). Il parle néanmoins de chantiers à tiroirs, ce qui veut dire que l'abattement de certains murs, donc des travaux lourds se feront sur site occupé, et que certains services seront appelés à émigrer provisoirement dans des locaux « insalubres » (voir plus haut). Compte tenu de l'expérience récente des travaux de mise en sécurité de l'immeuble du 35, il est à craindre que la campagne IR 2011 se passe dans des conditions effroyables tant au niveau de l'espace, que de la circulation du public, que de la poussière, ou des nuisances sonores. Quid de la sécurité ? Rappelons ici que le chantier en cours n'est pas encore terminé à l'heure qu'il est !

En conclusion, tout cela ne paraît pas très sérieux, et si les agents du site ou appelés à venir y travailler sont inquiets, c'est à juste titre. Ils ont déjà fait preuve de grande patience lors du chantier précédent, gare à l'implosion. Les mois de mai et de juin entre autres seront éprouvants, des déménagements importants nécessitant une logistique précise et infailible seront inévitables, les agents travailleront une nouvelle fois dans des conditions difficiles.

**La CGT Finances Publiques du Bas-Rhin ne manquera pas de suivre les opérations et le déroulement de la mise en place de cette immense usine à gaz, qui on le sait d'ores et déjà ne satisfera ni le contribuable ni les agents de la DRFIP.**

## Comportements d'un autre temps.

Les fusions à peine achevées on voit débouler dans les services les joyeux auditeurs dépêchés par la Direction. Ils ont quand même eu le bon goût de se retenir pendant les travaux.

Moment surréaliste où le chef de service leur fait faire le tour de ses bureaux, histoire qu'ils constatent de visu l'application des 12m<sup>2</sup> maxi par agent, qu'il n'a pas de place pour les installer et qu'il va falloir qu'ils se contentent d'un coin de bureau d'accueil dans le service voisin.

Moment plus inquiétant où l'on voit pour la première fois un employé, dit supérieur, sorti d'on ne sait où, qui ne daigne pas se présenter, qui n'adresse pas la parole aux agents, qui fait une gueule d'inspecteur de l'IGS qui vient de se prendre un savon de sa belle-mère (pardon à toutes les belles-mères du monde—on ne choisit pas son gendre).

On se serait cru revenu à d'autres temps où les employés, dits supérieurs, parlaient aux agents à la 3<sup>ème</sup> personne et nous donnaient du : « il voudra bien... ».

Des temps antédiluviens, tout du moins d'avant un grand mouvement social.

Ne nous inquiétons pourtant pas de trop.

Le principe de réalité s'imposera bien vite et ils procéderont d'eux-mêmes à l'extraction du balai....

## HIGHWAY TO HELL-IOS

Internet, c'est l'autoroute de l'information.

Grâce à Internet, tout va plus vite, on a accès à des masses d'informations dans des délais quasi-instantanés.

Pourtant, nos applications phares Hélios et Agora me donnent envie de citer cet excellent titre du groupe AC/DC « Highway to Hell-ios », car depuis quelques mois maintenant, l'application destinée à la gestion des collectivités locales rencontre les mêmes problèmes que les usagers des autoroutes devant rejoindre la capitale alsacienne : ralentissements, saturation, bouchons.

Comble de l'ironie, depuis le 1<sup>er</sup> janvier et la généralisation d'AGORA, Hélios semble (de temps en temps) plus rapide.

Entre deux applications au ralenti, choisissez la moins pire !

Vous pouvez aisément au fil de la journée basculer de l'une à l'autre, ça changera rien.

C'est figé, ou presque.

O temps, suspends ton vol !

Mais, tout le monde le sait,

tout va très bien,

tout va très bien.

Trait d'humeur face à un trait d'humour.

Un homme politique, et pas des moindres, a utilisé « la dépendance » pour faire un trait d'esprit histoire de se sortir d'une énorme bourde qu'il venait de faire dans la mégalopole du Kochersberg.

Il est bon de rappeler qu'à la CGT, nous préférons parler de « perte d'autonomie » plutôt que de dépendance. On peut être dépendant dès la naissance, alors que la « perte d'autonomie » suppose au préalable que nous ayons été autonome !

La perte d'autonomie concerne (ou peut concerner) mes parents, les vôtres, qui ensemble représentent tous nos anciens. Suite à cette perte d'autonomie, ils se retrouveront, ainsi que leur famille, dans une situation difficile ou même dans une grande détresse.

Ils auront beaucoup voire pour certaines maladies, tout perdu ! Qu'on leur accorde au moins une prise en compte respectueuse de leur fin de vie en évoquant ce dossier !

Le jeudi 20 devait se tenir une HMI (heure mensuelle d'information) à la trésorerie KLEBER et CUS.

Un oubli administratif nous a empêché de les tenir. Elles se sont donc transformées en visites de poste. Les HMI seront re-programmées début février pour la trésorerie Kléber et début mars pour la trésorerie CUS.

Nous remercions tous les agents pour leur excellent accueil.

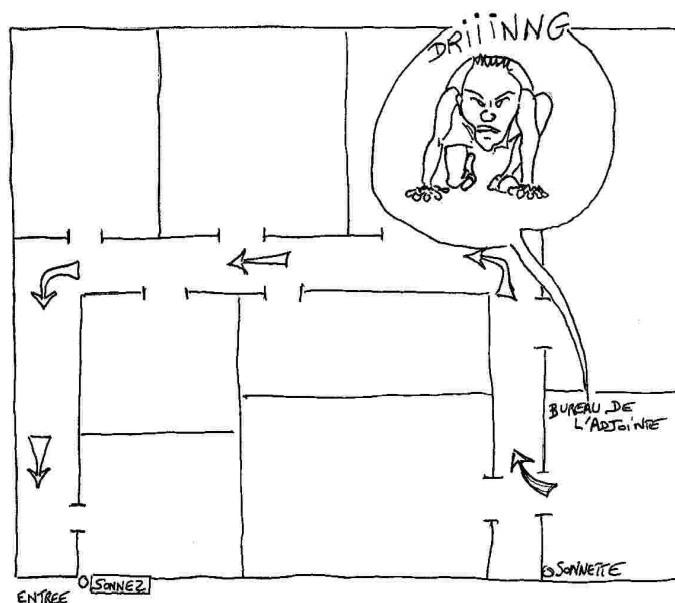
## Un portier de luxe ou la vie des services.

Malgré les suppressions d'emplois, la trésorerie CUS a un portier de luxe : l'adjoint au trésorier.

Cette utilisation optimale des compétences résulte du mauvais emplacement de la sonnette de l'accueil.

Cette sonnette électrique est placée dans son bureau à l'autre extrémité du bâtiment...et donne lieu à un sprint à chaque sonnerie.

Nous ne doutons pas que l'équipe managériale qui ne subit pas les réductions d'effectifs (le nombre de directeurs ne diminuent pas) saura faire preuve d'efficacité et envoyer enfin l'équipe de la logistique pour déplacer cette sonnette.



## AGORA-PHOBIE DANS LES SERVICES.

**A**u cours du CTPL qui s'est tenu fin novembre 2010, Philippe Riquer, notre DRFIP s'était montré rassurant : au 1<sup>er</sup> janvier l'harmonisation des protocoles ARTT entre filière fiscale et filière gestion publique serait effective. Mais pour ce qui concernait la gestion du temps de travail, des absences et des frais de déplacements des agents de la filière gestion publique, le basculement sous l'application AGORA (déjà installée dans la filière fiscale depuis plusieurs années) se ferait progressivement sur la durée du 1<sup>er</sup> trimestre 2011. En effet, nos services informatiques et services des ressources humaines n'étaient pas en mesure faire face à un basculement au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Sage décision.

Sauf que quelques jours plus tard la nouvelle tombait des sphères ministérielles : ben si ! AGORA, filière gestion publique, 1<sup>er</sup> janvier. Branle bas de combat dans les services RH en décembre, formation en catastrophe, branle bas de combat pour les informaticiens, branle bas de combat pour les Trésoriers et responsables de services et finalement début janvier AGORA ne fonctionne pas. Outre tous les problèmes que cela implique à tous les niveaux, outre la galère des collègues informaticiens et des ressources humaines, outre les angoisses fondées ou pas des collègues qui ne peuvent plus suivre leur temps de travail depuis 3 semaines, qui ne peuvent pas demander de remboursement de frais de déplacement non plus, ou-

tre l'agacement des Trésoriers et responsables de services qui ont été formés et habilités dans l'application à retardement, on touche ici du doigt l'incurie de nos décideurs. Vous me direz qu'est-ce qu'un décideur ? Et je vous répondrai qu'un décideur est quelqu'un de grassement payé pour décider. Que la fonction publique d'en bas se débrouille : je veux et j'exige et ça sera comme ça et pas autrement.

**Q**u'un de nos « penseurs » ministériels puisse prendre une décision aussi inepte parce que vouée sans l'ombre d'un doute à l'échec et la complication n'a rien d'étonnant quand on connaît le degré de leur lien avec la réalité du terrain. Ceux-là sont coupables mais pas responsables et la Cigogne mesure l'effroyable évidence de son propos. Mais nos DRFIP et TPG de France et de Navarre connaissent eux la réalité du terrain, preuve en sont les propos rassurant de Monsieur Riquer cités plus haut. N'aurait-ils pas été souhaitable que ces gens-là, pour une fois, s'organisent pour faire savoir collectivement à la DGFIP que cette décision prise en haut lieu allait nous mettre une belle pagaille et qu'à confondre vitesse et précipitation on compromet toujours l'efficacité ? Bien sûr que si. Mais pour cela, il faudrait que nos potentats locaux soient plus soucieux du bon fonctionnement dans les services que du bon avancement de leur carrière. En voilà donc qui ne sont pas coupables certes non mais encore moins responsables.

## Vous avez dit progrès ?

Toi qui croyais que les progrès de l'outil informatique allaient supprimer du papier pour faire du bien à la planète,

Toi qui imaginais que tu allais enfin pouvoir bénéficier du retour sur investissement des gains de productivité,

Toi qui pensais que tu allais enfin pouvoir utiliser le temps gagné à travailler mieux et plus sereinement,

....

Tu te retrouves comme avant même 1989, avant la mise en place de l'informatique et avant la mise en place du dialogue social...

Ton AGORA bug systématiquement, on a oublié ton n° de compte bancaire (RIB exigé à chaque demande de remboursement), on ne te fait plus confiance sur rien, (demande de justificatifs systématiques), et, pour couronner le tout, on te demande une copie écran et un RIB avec chaque demande de remboursement.

Combien d'emplois ++ pour gérer cette régression idéologique et bureaucratique ?



**Communiqué :**

**Tunisie,**

**La section CGT Finances Publiques 67 salue la révolution du peuple Tunisien et souhaite longue vie à leur démocratie naissante.**

**Un autre projet « retraite » a, lui aussi, fait son chemin plus discrètement depuis 2 ans. D'une moindre ampleur, sa nature et ses acteurs en font toutefois un projet symbolique.**

Début 2011 un « nouvel acteur dédié à l'épargne retraite » devrait proposer des solutions innovantes aux salariés et non salariés pour préparer et financer leurs retraites au-delà du socle fondamental de la retraite par répartition.

Ce nouveau groupe privé devrait employer près de 800 salariés et vise un chiffre d'affaire d'un milliard d'euros dans quelques années. Donc, à partir de 2011, un nouveau « machin » se positionne sur le marché de la capitalisation et mise sur le démantèlement progressif de la retraite par répartition. Rien de bien neuf à un détail près, qui donne un éclairage sur les arrières cuisines de la « contre réforme » des retraites : les acteurs du projet.

Des acteurs surprenants pour une structure dédiée à la capitalisation. Une Institution publique, la Caisse de dépôts, sa filiale d'assurance (ex Caisse Nationale de Pré-

voyance) et le premier groupe de protection sociale paritaire MALAKOFF MEDE-ERIC porte ce projet.

D'essence publique ou paritaire, ils portent un projet à vocation financière dont les espérances de rentabilité tablent au mieux sur la régression ou au pire sur le démantèlement du système de protection sociale en matière de retraite.

Cette contradiction est assumée par les cadres dirigeants et leurs instances de gouvernance. Mieux, ils vont jusqu'à mettre en avant les valeurs historiques de leurs structures, pour en faire un argument commercial. Ce projet s'assoit sur l'accumulation financière de savoir faire et les valeurs des différents acteurs pour le détourner de leur finalité première et de leur rôle historique au service de la collectivité.

Cette contradiction s'éclaire sous un jour différent au vu des hommes qui portent ce projet. Ce projet réunit des hommes participant à l'offensive contre notre système de protection sociale de base ou complémentaire :

Le directeur général de MALAKOFF ME-  
DERIC, Guillaume SARKOSY (frère du

Président), a participé à l'offensive de 2003 contre le système de retraite en tant que vice-président du MEDEF. Il ne cache pas sa volonté de réorienter le groupe paritaire vers l'assurance y compris individuelle. Il est aussi très actif sur le thème du risque dépendance.

Le président du conseil d'administration de CNP Assurances, Edmond ALPHANDERY a été ministre de l'économie de 1993 à 1995, première période d'attaque contre les retraites.

Le directeur général adjoint de CNP Assurances, Gérard MENEROUD, qui a longtemps porté le projet, est un cas notable de « transgenre ». Bien que dirigeant d'une société publique, il est « assureur » (FFSA). Mais il est aussi « paritaire » désigné par le MEDEF et à ce titre membre du conseil d'administration de la CNAV et président de l'ARRCO. Il est aussi très actif sur le thème de l'assurance, moyen de financer la dépendance.

## REFORME DES RETRAITES SUITE ET CERTAINEMENT PAS FIN .

**L**e 20 décembre 2010, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin adressait un courrier aux élus des collectivités locales ayant souscrit un contrat groupe couvrant les risques financiers relatifs à la protection sociale de leurs agents CNRACL / IRCANTEC (les caisses de protection sociale des agents des collectivités locales) en partenariat avec GROUPAMA.

Le courrier était rédigé en ces termes :

« Récemment certains événements ont perturbé l'équilibre général de ce contrat groupe et notamment la publication de la loi n° 2010-1330 du 09 novembre 2010 portant réforme des retraites qui a pour effet entre autres de reporter l'âge légal de départ en retraite des agents de 60 à 62 ans. Cette situation nouvelle a pour effet d'alourdir les risques d'absentéisme de longue durée au travail des agents de la Fonction Publique Territoriale et GROUPAMA a informé le Centre de Gestion qu'une hausse des tarifs du contrat d'assurance était inévitable[...] A cet effet j'ai le regret de devoir vous faire part de la hausse du taux du contrat d'assurance groupe qui prendra effet selon les modalités suivantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 : contrat CNRACL : 3,08 % au lieu de 2,80 %. Contrat IRCANTEC : 1,10 % au lieu de 1% »  
Conclusion : plus tu travailles plus longtemps, plus tu cotises plus, plus tu cotises cher parce que plus t'es vieux, plus t'es malade et plus on veut s'en mettre dans les poches .

On n'a pas fini de mesurer les effets collatéraux de la réforme félonne de Fillon et de son maître Sarkozy.

## Garantie de l'emploi dans la Fonction publique : Une garantie d'abord pour les citoyens !

**P**résident du groupe UMP à l'Assemblée et ancien ministre de la Fonction publique, Christian Jacob a cru bon de déclarer qu' « il ne faut pas s'interdire [...] de réfléchir à la pertinence de l'embauche à vie des fonctionnaires », ajoutant « Ne pourrait-on pas envisager, à l'avenir, des contrats d'objectifs sur cinq ou dix ans qui permettraient à des gens de passer du secteur privé au secteur public et vice versa ? ».

Soulignons tout d'abord que l'un des principes régissant la carrière des fonctionnaires est celui de la garantie de l'emploi, et non celui de l'embauche à vie, qui relève du domaine du mythe. Soulignons surtout que la garantie de l'emploi est avant toute autre chose une garantie pour les citoyens. En 2003, le Conseil d'État a rappelé que les principes statutaires fondamentaux de la Fonction publique, dont la garantie de l'emploi, sont « destinés à assurer l'égal accès aux emplois publics, à garantir les fonctionnaires contre l'arbitraire et le favoritisme et à donner à la puissance publique les moyens d'assurer ses missions sur tout le territoire dans le respect des règles d'impartialité et de continuité ».

L'attrait de l'UMP pour le modèle américain est connu. On peut de ce fait s'étonner que Christian Jacob ne

pousse pas sa logique jusqu'à proposer des durées de contrat calées sur celles des mandats politiques de manière à entrer de plein pied dans le « spoil system », permettant ainsi à une équipe politique de se débarrasser de l'administration en place, au profit d'une nouvelle totalement convertie à ses options idéologiques.

## Au travers de la sortie du patron des députés UMP, c'est en effet bien le risque d'une instrumentalisation partisane de l'administration qui est posé, et donc la notion même de service public.

**E**nfin, pour la CGT, la déclaration de C. Jacob soulève l'enjeu de la pérennité de l'emploi dans notre pays. Notre organisation estime que la précarité ne peut devenir la norme. Elle souligne d'ailleurs que sur les 23 millions de salariés du secteur privé, 13% sont en situation précaire (CDD, intérim,...), ce qui est encore trop, mais inférieur à ce que l'on observe dans la Fonction publique où ce taux est au minimum de 17%. Cette nouvelle provocation de l'UMP à l'égard des fonctionnaires ne peut que conduire à s'interroger fortement quant aux intentions réelles du gouvernement et de sa majorité, alors que doit s'ouvrir prochainement une négociation sur la résorption de la précarité dans la Fonction publique.